

CoopCycle, le projet coopératif qui roule social

Depuis un an, l'actualité a régulièrement mis en lumière les premiers effets déstructurants pour le travail salarié de l'*ubérisation* de la société : hier les taxis, aujourd'hui les livreurs à vélo...

Et demain sans doute d'autres pans de l'économie réelle vont être confrontés au tech-libéralisme, nouvel avatar du capitalisme prédateur (pardon du pléonasma).

Confrontés de plein fouet à cette problématique, les membres de l'association CoopCycle ont élaboré une réponse originale et peut-être prometteuse : une structure coopérative et un outil crucial en cours de développement, une plateforme numérique.

Les militants de cette opération sont engagés dans une lutte pour un autre rapport à leur propre travail : il s'agit de « rééquilibrer les forces » dans un contexte où jusqu'alors, une poignée d'entreprises imposaient leurs conditions léonines.

Ils inscrivent également leur combat dans une continuité entre les coopératives éthiques-équitables et [les biens communs](#) où ils veulent verser leur code.

Bien sûr les libristes seront surpris et probablement critiques sur la licence particulière choisie pour des raisons qui laissent perplexe. Mais c'est l'occasion aussi pour nos lecteurs de suggérer avec bienveillance et bien sûr de contribuer au code, pour qu'aboutisse et se développe cette courageuse et fort intéressante démarche.

Aider cette association à affiner les outils numériques qui rendent plus libres et modifient les rapports sociaux, c'est tout à fait dans la logique de [Contributopia](#).

Comme l'écrivait récemment un certain Bram dans [une suite de messages rageurs](#) sur [son compte Mastodon](#) :

La techno ça sert à rien si ça change pas la vie des gens.

Voici les prénoms des CoopCycle qui nous ont répondu : Alexandre, Aurélien, Aloïs, Antoine, Basile, Jérôme, Kevin,

Laury-Anne, Liova, Lison, Paul, Pauline, Vincent.



*Logo de
CoopCycle*

D'habitude on demande à nos interviewés de se présenter mais je vois bien que vous avez depuis quelques mois une sacrée visibilité médiatique et c'est tant mieux...

Coopcycle – L'explosion médiatique est détaillée [sur notre blog Médiapart](#) en toute transparence. Effectivement, ça a explosé au mois d'août en parallèle des rassemblements de livreurs suite au changement de tarification de Deliveroo. Non seulement les journaux ont beaucoup parlé de ces « cyber-grèves » (des travailleurs numériques qui appellent à la déconnexion, ou qui vont empêcher l'utilisation d'un iPad dans un restaurant, c'est original), mais en plus tous étaient unanimes pour condamner le modèle des plateformes.

Tout le monde a entendu parler de votre initiative et s'y intéresse, pourquoi à votre avis ?



Photo par [Shopblocks](#) (CC-BY 2.0)

– L'intérêt pour notre initiative vient à notre avis de l'attente qui existait face à un manque d'alternatives permettant de lutter contre une *ubérisation* de la société parfois perçue comme une fatalité. Le modèle qui se généralise, c'est l'individu auto-entrepreneur dans la « gig economy », l'économie des petits boulots. Face à des plateformes dotées de très gros moyens, tout le monde est un peu les bras ballants, les pouvoirs publics en tête, qui ont même tendance à encourager, « sécuriser » le modèle des plateformes : en penchant pour une jurisprudence qui empêche la requalification des contrats précaires en contrats salariés, en encourageant la délégation de service public, ou en réduisant les normes sur les activités classiques pour leur permettre de faire face à la concurrence à moindre coût des plateformes...



Photo par [Môsieur J.](#) (CC BY-SA 2.0)

En somme, les pouvoirs publics semblent accompagner l'ubérisation (comme le développe [le Conseil d'État au sein de ce document](#)), et accepter le *dumping* et la casse sociale que ces modèles impliquent, tandis que les livreurs, les

restaurateurs et les clients se débrouillent avec une évolution qui semble être un fait accompli.

De plus en plus de monde prend conscience que c'est l'ensemble des régimes de protection sociale qui sont menacés, et personne ne savait comment faire pour répondre à ces problématiques.

Notre initiative cristallise donc beaucoup d'espoirs car c'est une proposition positive, mais qui soulève des problématiques structurelles et interroge la possibilité d'une économie des Communs. En tout cas, ce n'est pas une énième réaction de critique passive à une logique que l'on ne serait pas en position de ralentir ou contrecarrer aujourd'hui. Nous pensons qu'une alternative est possible, et nous allons plus loin en concrétisant nos idées. Dans le débat tel qu'il existe aujourd'hui, c'est déjà une perspective séduisante.

À cause de Nuit Debout ? C'est là que tout a commencé ? À cause des conflits sociaux autour de Deliveroo et autres starteupes qui font tourner les jambes des livreurs pour des rémunérations de misère ?

– Ce n'est pas « à cause de Nuit Debout », c'est plutôt « grâce à Nuit Debout » !

Selon nous, c'est plus la possibilité d'une alternative qui intéresse les gens. Le fait que le projet « vienne de » Nuit Debout, la plupart des gens ne le savent pas.

Mais effectivement ce projet n'existerait pas sans Nuit Debout. C'est un des rares événements politiques qui a eu lieu ces dernières années en France, et même si tout ça paraît déjà lointain, il a suscité une vague d'espoir.



Photo issue du [site Alternative Libertaire](#)

Ce qui nous a réunis sur la place de la République, c'est la lutte contre la loi El Khomri et la précarisation de nos conditions de travail. À partir de là, on se retrouve à participer aux manifestations, on rencontre le [Collectif des Livreurs Autonomes de Paris](#) alors que l'idée n'était encore qu'une idée... C'est ce qui a permis l'émergence de groupes de personnes engagées, militantes ou non, qui cherchent des solutions, mènent des campagnes, montent des projets ensemble. Et un de ces projets, c'est CoopCycle.

Elle est destinée à qui cette plateforme en cours de réalisation ? Aux livreurs à vélo, aux restaurateurs, aux consommateurs qui se font livrer ?

– La plateforme est destinée avant tout aux livreurs et aux commerçants, c'est un outil d'émancipation. Les collectivités territoriales ont également une place dans ce genre dispositif car cela leur permet de reprendre le contrôle sur l'espace public ainsi que sur les modes de vivre ensemble.

Mais au final, la plateforme en version « communs » est là pour servir à tout le monde, et pour outiller tout le monde.

Quant aux clients finaux, nous sommes persuadés que beaucoup de consommateurs seraient prêts à payer un peu plus cher pour que les livreurs aient de bonnes conditions de travail.

Regardez l'engouement pour les [Biocoop](#), regardez aussi la réussite d'[Enercoop](#), qui fournit de l'énergie durable. À leurs débuts, ces derniers étaient 50 % plus chers que l'opérateur historique et pourtant, ils ont réussi à séduire des clients conscients, qui veulent consommer autrement.

Pour la livraison de repas à domicile, qu'on soit client ou restaurateur, on peut très bien vouloir consommer et commercer de façon éthique et équitable, mais si les seuls outils disponibles sont ceux des capitalistes, on se retrouve à consommer et travailler au profit du capitalisme, qu'on le veuille ou non.

CoopCycle est donc une initiative de reprise en main de la logique des plateformes afin de permettre un rééquilibrage du rapport de force en faveur des livreurs et des restaurateurs dans le secteur de la livraison.

C'est quoi cette licence bizarre que vous avez exhumée des tréfonds du web ? pourquoi celle-là plutôt que d'autres parmi les nombreuses licences libres ?

– La licence qui encadre l'application que nous développons restreint l'utilisation à des groupes de livreurs qui se lancent en coopérative ou respectent des critères de réciprocité. Le fait que dans ce cadre son utilisation serait gratuite fait que la marge qu'ils peuvent proposer aux restaurateurs peut être largement moindre que celle des plateformes capitalistes. Si les livreurs ne veulent pas adhérer à la SCIC nationale sur laquelle nous travaillons ils pourront également y avoir accès.

Néanmoins, cette licence n'est pas parfaite ! Premièrement car nous ne savons pas concrètement comment elle est reconnue et s'inscrit à l'échelle de la France ou plus largement à l'échelle européenne. Plus largement, le respect et la défense

des licences est difficile à réellement mettre en œuvre dans le cadre de l'économie numérique. Comment pourrions-nous réellement prouver qu'une entité lucrative privée, fermée par nature, utilise des bouts d'un code développé par le travail Commun ? La problématique est la même dans le cadre d'une utilisation propriétaire du code source. Car une fois la captation identifiée, comment pourrions-nous financer les frais judiciaires qu'un procès impliquerait et qui resteraient à notre charge ?

Enfin ce type de licence ne permet pas l'élaboration d'une cotisation qui permettrait de rémunérer le travail à l'origine de ce Commun. Dès lors, aucun retour de la valeur économique produite ne pourrait être assuré aux contributeurs d'un commun dans la mesure où ce dernier n'a ni périmètre juridique clairement établi, ni force d'opposition face à un grand groupe. Le cadre légal doit être repensé et c'est toutes ces questions que nous souhaitons traiter au cours des conférences suivantes du cycle que nous avons lancé le 20 septembre.

Et au fait pourquoi *open source* et pas « libre » ?

Le code n'est pas libre car s'il l'était, n'importe qui pourrait se le réapproprier et l'utiliser pour faire du profit. Aujourd'hui dans le libre, c'est souvent la loi du plus fort qui l'emporte, avec toutes les conséquences que l'on connaît. Il faut donc une licence qui permet de protéger l'utilisation de ce code pour la réserver aux coopératives qui ne veulent pas exploiter les gens. Nous savons qu'il faut travailler sur cette histoire de licence et nous sommes en contact avec des avocats spécialisés sur le sujet. D'ailleurs, si vous en connaissez, on les accueille avec plaisir !



Dans ce monde, on est malheureusement toujours ramené au célèbre « *there is no alternative* » prononcé par Margaret Thatcher. Il faut être « pragmatique », à savoir accepter les règles du jeu capitaliste, pour que rien ne change.

Aujourd'hui, on voit des gens qui « travaillent » sur des alternatives à Uber, par exemple. Pour certains, le premier réflexe, c'est de vérifier que leur modèle peut avoir des retombées commerciales, qu'ils peuvent financer leur développement avant même d'avoir produit une seule ligne de code...

Ça n'est certainement pas notre approche. *You don't need to know how to do it, you just need to start* comme dirait l'autre [sur un article Medium](#).

À l'heure où les plateformes représentent une source non négligeable d'emplois (précaires), l'*open source* offre une vraie possibilité d'implémenter enfin la copropriété d'usage de l'outil de travail.

Mais il faut des règles pour garantir que l'essentiel de la valeur créée aille aux travailleurs, afin de poursuivre sur le chemin de l'émancipation. Sinon, ce seront forcément ceux qui auront les capitaux qui pourront enclencher les effets de réseau, tout ça en utilisant du « travail gratuit ».

Il est temps d'en finir avec le *solutionnisme technologique*, il faut ajouter une dimension sociale, sans quoi on retombe dans l'aliénation.

Votre projet n'est donc pas simplement de développer une plateforme informatique, aussi *open source* soit-elle, c'est aussi un tout autre modèle social, celui de la coopérative. C'est possible de nous expliquer ça simplement ?

Nous n'avons pas envie de créer une *startup* de l'économie sociale et solidaire. Ce qui nous intéresse, c'est justement le projet politique. Il existe aujourd'hui tout un archipel de sites et d'initiatives qui espèrent « changer le monde » et pourtant, rien de bouge vraiment au niveau macro-économique. Les structures qui permettent l'exploitation des travailleurs sont toujours bien en place. Nous aimerions « secouer le cocotier », et faire du lobbying citoyen pour essayer de modifier ces structures. Certes, nous n'avons pas encore une loi anti-ubérisation dans nos cartons, mais réunir des gens de différents milieux permet de faire réfléchir, de rassembler et à terme d'influencer le jeu politique.

Sur le choix de la coopérative, il s'est assez simplement imposé à nous. Nous sommes en passe d'avoir ce bel outil numérique mais sommes conscients que face aux géants de la *foodtech* et malgré la surmédiatisation ponctuelle, il ne suffira pas de dire « voici le moyen de vous réapproprier votre outil de travail, à vous de jouer ».

La question qui se pose à nous est celle de l'articulation entre une ressource que l'on gère comme un commun et un circuit économique composé de coopératives qui permettent une rémunération et des conditions de travail correctes pour ceux qui y travaillent. [La forme coopérative](#) nous semble la plus adaptée puisqu'elle permet des règles économiques et démocratiques plus équitables (statut salarié, intégration de l'ensemble des acquis sociaux y afférant, mutualisation des moyens comme des risques, une personne une voix, etc.).

Mais nous ne sommes pas dupes évidemment, le développement de ces modèles « sociaux et solidaires » est un mouvement positif, témoignant d'une certaine prise de conscience nécessaire mais non suffisante. La création de structures privées socialisées dans un marché libéral combat le capitalisme sur ses terres mais n'empêche pas de sortie réelle de ce système. Pire encore, on peut également considérer que ce développement parallèle organise le désengagement de l'état

in fine, puisque la mutualisation se réorganise à plus petite échelle.

C'est pour cela que nous tenons à agir sur les 3 plans :

- développer un outil *open source* et libre d'accès sous condition, pour créer l'outil de travail ;
- construire une structure coopérative nationale et des structures locales pour organiser les moyens du travail ;
- questionner les problématiques macro-économiques et structurelles qui se posent aux différentes étapes de notre construction à travers des cycles de conférences thématiques.



The image shows a Facebook interface. On the left is the profile of CoopCycle (@coopcycle) with a logo featuring a gear inside a red and black circular shape. The main content is a post from CoopCycle sharing a post from La Vanguardia. The shared post text reads: "Des livreurs espagnols veulent monter leur propre plateforme 🤗 Bien sûr, on va tout faire pour les rencontrer, et les aider en leur fournissant la technologie, c'est un peu pour ça qu'on est là. ¡Riders de todos los países, uníos!". Below this is a photo of a group of people, likely delivery workers, gathered around bicycles with blue delivery bags.

Si l'initiative de Coopcycle faisait tache d'huile ? Ici, solidarité avec les livreurs espagnols.

Bon alors où en est-il ce code *open source* de plateforme ? Vous êtes combien là-derrrière ? Vous auriez peut-être besoin d'un coup de main, de patches, de bêta-testeurs, de pintes de bières, enfin tous les trucs qu'on s'échange dans le petit

monde du logiciel libre. C'est le moment de lancer un appel à contributions hein...

Notre code est sur GitHub : <https://github.com/coopcycle>

Pour l'instant il y a 3 personnes qui ont contribué. Notre but est de construire une communauté autour du code, pour assurer la pérennité du projet notamment. On a posé les premiers jalons avec [des règles de contribution](#) et une [installation en local facile](#) (crash testée !). Nous avons reçu plusieurs propositions spontanées d'aide, mais cherchons encore à voir comment intégrer chacun suivant son temps disponible et ses langages de prédilection. De même nous devons établir une *roadmap* claire pour le projet. Tout cela explique que nous n'ayons pas encore fait d'appel à contribution.

En tout cas [tous les repos ont des issues ouvertes](#), et n'attendent que vous !

Le [feedback sur la démo](#) (UI/UX ou bugs) est plus que bienvenu. Vous pouvez contacter l'équipe dev à dev@coopcycle.org.

Toutefois il ne faut pas résumer notre approche au groupe de développeurs, nous sommes une bonne quinzaine à travailler sur ce projet ; journalisme, portage politique, propagande, représentation, construction du modèle économique, lien avec les livreurs et les restaurateurs. Tous ces travaux sont complémentaires et nous essayons justement de ne pas tomber dans le solutionnisme de l'outil en assumant toutes ces tâches collectivement.

On vous laisse le mot de la fin, comme de coutume sur le Framablog !

Merci pour tous vos outils, c'est un plaisir de pouvoir bâtir son projet avec des logiciels libres ! En attente de Framameet pour nos apéros devs ☐



- Le site du projet : <https://coopcycle.org/fr/>
 - Que veulent-ils : <https://coopcycle.org/fr/a-propos/>
 - Le blog de CoopCycle : <https://blogs.mediapart.fr/coopcycle>
 - Le dépôt GitHub : <https://github.com/coopcycle>
-

Enercoop : libérer les énergies

[Enercoop](#) est un fournisseur français d'électricité d'origine renouvelable.

Depuis fin 2006, cette coopérative permet donc aux français d'approvisionner leur foyer ou leur entreprise en énergie dont les sommes facturées sont ensuite reversées auprès de producteurs d'énergies "100% verte".

Les valeurs portées par Enercoop (et les partenaires qui la soutienne) ne sont pas sans rappeler celles du logiciel libre. Il ne s'agit en effet pas juste de dénoncer la position de monopole (de fait) d'EDF en proposant de déconcentrer le marché de l'électricité, mais bien aussi de proposer une autre façon de produire et de consommer de l'énergie. La production est ainsi centrée sur les énergies renouvelables exclusivement, et la consommation est elle axée sur une

transparence entre les producteurs et clients, en réalité tous sociétaires de la coopérative. Le parallèle peut donc être fait avec le libre où les licences permettent intrinsèquement la copie, la collaboration et la réutilisation de code source (avec une traçabilité des auteurs), et où les utilisateurs ne sont pas considérés comme des clients, mais comme une communauté (avec souvent une entraide entre utilisateurs, et la possibilité d'une communication directe entre les développeurs et les utilisateurs finaux).

Au-delà de ces valeurs communes et du "100% énergie verte", Enercoop vise le "100% logiciel libre".

A l'occasion de la première "[Journée de la transition citoyenne](#)", ce 27 septembre, à laquelle Juilen Noé, Directeur d'Enercoop, invite les associations du libre à participer, nous avons donc souhaiter interroger David Affagard, responsable des Systèmes d'Informations de la coopérative.



Bonjour David, peux-tu te présenter en quelques phrases ?

Je suis arrivé chez Enercoop il y a un an pour le développement d'une application de type ERP, mais très vite le projet, par nécessité, s'est étendu à la refonte globale du SI Enercoop. Je me suis toujours défendu d'être un informaticien, gêné par le côté réducteur de cette qualification. Mais je suis aussi ce que mes collègues font de moi... J'ai donc été le premier "informaticien" à avoir intégré Enercoop, et,

heureusement, je ne suis déjà plus le seul.

J'ai une formation initiale d'ingénieur polyvalent, Arts et Métiers avec une spécialisation en énergétique. J'ai investi le monde de l'informatique dès ma sortie de l'école dans le monde de l'industrie, mais j'ai réellement commencé à le faire avec plaisir au milieu des années 90 avec le multimédia et l'arrivée d'internet. J'ai participé à de nombreux projets multimédia avec Infogrames jusqu'en 1997 avant de créer avec un ami notre propre "maison". Pendant 15 ans nous avons développé des applications internet/intranet pour les entreprises sur des technologies reines de l'open source internet (linux, perl, python, php, postgresQL,...). Ce projet est arrivé à son terme de manière accidentelle en 2013. Il était alors nécessaire pour moi de tourner une page. Militant Greenpeace depuis longtemps, je connaissais Enercoop sans y être client ou sociétaire, donc, quand je suis tombé sur l'annonce, je me suis vraiment pris à rêver d'un projet qui rassemblerait mes connaissances et mes convictions personnelles. À 50 ans, après une longue période d'"indépendance", je goûte maintenant aux délices de la coopération au sein d'une grande équipe pour un projet de société que je souhaite voir émerger.

Enercoop, ça fonctionne comment ?

Enercoop est une [Société Coopérative d'Intérêt Collectif](#). Son objet est de fournir aux citoyens une électricité produite à 100% par des énergies renouvelables : hydraulique, solaire, éolien et biomasse. Enercoop est une alternative concrète à la civilisation de la combustion. Nous fournissons une énergie électrique libérée du nucléaire et des énergies fossiles. Le capital d'Enercoop est distribué en parts sociales dont l'acquisition est ouverte à toute personne physique ou morale qui veut trouver sa place et soutenir le projet. Les sociétaires répartis par collèges sont les consommateurs (clients pour la fourniture d'électricité), les producteurs, les porteurs (créateurs du projet), les partenaires, les

salariés et les collectivités. L'achat de parts sociales n'est pas limité en quantité. Un sociétaire possède une voix quelque soit le nombre de parts sociales qu'il détient. De fait l'investissement de chaque sociétaire est l'expression de son soutien au projet, mais il ne lui donne pas de pouvoir proportionnel à son investissement. Ce principe place Enercoop à l'abri d'une prise de pouvoir par le capital.

Aujourd'hui Enercoop est un fournisseur d'électricité au niveau national qui fonctionne avec un réseau de coopératives locales. En 2006 l'ouverture du marché de l'électricité a ordonné la séparation du réseau de distribution (ERDF) de celui de la fourniture (EDF). La fourniture d'électricité consiste à apporter au réseau de distribution une production électrique égale aux besoins de consommation des clients. Le réseau de distribution (ERDF) est l'infrastructure physique qui permet l'acheminement de l'électricité jusqu'aux compteurs, il ne produit pas d'électricité. Le fournisseur (Enercoop) apporte l'énergie au réseau de distribution.

Enercoop est un concurrent direct d'EDF, de Direct Energie, etc... Notre particularité est d'être le seul à proposer une fourniture d'électricité 100% renouvelable. Nos consommateurs savent que nous ne sommes pas dans le groupement des fournisseurs affiliés au nucléaire ([ARENH](#)). Chaque euro dépensé en consommation électrique Enercoop est intégralement fléché vers la production verte. Certains fournisseurs proposent une offre d'énergie verte tout en achetant de la production « grise » (nucléaire, charbon, pétrole). En France, un producteur d'énergie verte a le droit de vendre sa production sans sa « garantie d'origine verte », il peut vendre cette « garantie d'origine » par ailleurs à un autre fournisseur, sans la production ad hoc. Ceci permet au fournisseur d'accoler cette « garantie verte » à une production qui ne l'est pas... Enercoop milite contre ces méthodes.

Enercoop est un militant écologiste. Notre militantisme ne

s'arrête pas au simple marché de l'énergie. Au travers de notre développement, nous défendons un modèle de société et de vivre ensemble. Dans une logique capitaliste, un fournisseur d'électricité serait amené à concentrer ses moyens techniques et organisationnels en un point du territoire afin de rentabiliser son infrastructure et ses équipes. Enercoop choisit une autre voie : le développement du cycle court. Il s'agit au contraire de déconcentrer nos infrastructures pour les distribuer et les rapprocher de nos acteurs : producteurs et consommateurs. Ainsi depuis 2009, Enercoop a essaimé, non pas en créant des agences dépendantes d'une coopérative mère, mais en créant des coopératives de région indépendantes . Aujourd'hui, Enercoop national concède à la coopérative Enercoop de région un droit d'exploitation de la marque Enercoop. Sept coopératives en région sont déjà installées et deux autres sont sur le point de naître.

D'après Wikipédia, Enercoop compterait 20 000 sociétaires en 2014. C'est à la fois beaucoup, et très peu face à l'opérateur historique, EDF, qui servirait près de 40 millions de clients au niveau mondial. Cela n'est pas sans rappeler la position du libre face aux géants du logiciel (Microsoft, Adobe, etc) et de l'internet (Google, Facebook, etc). Les communautés "alternatives" ont-elles vraiment une chance face aux industriels installés depuis des décennies ?

Avec Enercoop nous sommes concurrents d'EDF, mais nos valeurs et nos méthodes sont très différentes.

Nous avons la volonté de grandir, certes parce que le projet nous tient à cœur, mais plus encore pour représenter un poids politique et peser sur la transition énergétique et les grandes décisions stratégiques gouvernementales. Aujourd'hui, le Kwh Enercoop coûte plus cher que le Kwh EDF. Chaque fois que le gouvernement applique une augmentation de l'électricité, ceci n'affecte que le prix régulé du Kwh EDF. Le nôtre est inchangé depuis 2006 essentiellement parce qu'il

n'est pas influencé par le financement de la filière nucléaire. En conséquence l'écart se réduit... petit à petit les règles changent. Aujourd'hui 20.000 clients nous ont choisi. Parmi nos clients nous comptons bon nombre de particuliers militants, mais aussi de collectivités et de professionnels qui ont compris la nécessité de construire une économie vertueuse et équilibrée. Espérons que dans quelques années nous ne soyons plus les seuls à proposer notre modèle, ce sera un succès pour nous, partagé avec d'autres fournisseurs, producteurs et consommateurs.

Notre adhésion au mouvement du logiciel libre n'est pas dirigée contre les géants. Elle est dirigée pour soutenir le partage et la diversité de nos intelligences.

Quels sont les types de logiciels utilisés par Enercoop ?

Nous utilisons un mix de logiciels entre applications standard et applications spécifiques métier.

Nous avons entamé il y a un an un refonte de notre Systèmes d'Informations poussée par la nécessité de déployer un [ERP](#) métier spécifique à la gestion de l'énergie. Nous avons pris le parti de recourir systématiquement au monde du libre. Notre objectif est d'interfacer chacune de nos applications avec notre [openLdap](#) d'une part pour bénéficier de l'authentification unique avec notre [CAS](#) et d'autre part pour réaliser, quand c'est nécessaire (et possible), des transferts de données d'une application à une autre.

Sur ce principe, voici la suite exhaustive de nos applications collaboratives et standard connectées à notre LDAP :

- [SOGgo](#) : groupware connectée à notre LDAP
- [Asterisk](#) : téléphonie IP pour Paris et les coopératives de région, connectée à notre LDAP
- [ldapSaisie](#) : une interface web pour la gestion des comptes LDAP, une application développée par notre prestataire Easter Eggs

- [ownCloud](#) que nous avons rebaptisé le Cloud (prononcez Claude !) connectée à notre LDAP
- [DokuWiki](#) connectée à notre LDAP
- [EtherPad](#) (baptisée Coopad chez nous) connectée à notre LDAP

Les applications que nous envisageons de connecter à LDAP :
(pas encore réalisé, faute de temps...)

- [LimeSurvey](#) : application web pour la création d'enquêtes
- [Sympa](#) : mailing lists avec administration web
- [Redmine](#) pour la gestion de projet
- [Mediawiki](#)
- RT (Request Tracker), un gestionnaire de ticket
- [BigBlueButton](#) pour la visio avec le prestataire [Talcod](#)
- Suite Framasoft : [Framadate](#) (Coople chez nous) et [Framacalc](#) (expérimental et pas encore baptisé mais pour lequel nous nourrissons beaucoup d'espoir).

Dans le cadre de la refonte SI, nous développons avec la société Axelor et notre partenaire Sorégies une applications métier sur un framework libre développé en Java/XML sous PostgreSQL. Il s'agit d'un ERP baptisé CoopEner qui couvre :

- l'activité [CRM](#) et [XRM](#) (gestion clients, producteurs d'électricité, partenaires, contacts etc...)
- la gestion des flux de données ERDF pour produire notre facturation client et réaliser une Gestion Intégrée de l'Energie (GIE)

CoopEner est bien sûr interconnecté sur notre LDAP, il nourrit LDAP.

Depuis sa création en 2006, Enercoop a, de manière naturelle, déployé des machines sous Windows.

Depuis un an, nous avons lancé la migration de notre parc sous Linux.

Nous avons opté pour une distribution Linux/Debian optimisée pour nous par Easter Eggs.

Nous faisons une sélection de logiciels libres que nous installons dans une configuration unique que nous déployons pour tous les salariés Enercoop.

Nous retrouvons tous les standards du libre : Thunderbird, Iceweasel (Firefox), Filezilla, Linphone, Gimp, Okular, QGIS, Notes Tomboy, LibreOffice, etc...

La migration n'est pas chose simple. À ce jour nous avons migré la moitié de notre parc (25 postes sur 50). Nous avons résolu les problèmes techniques de migration logiciel, mais la difficulté chronophage est la réorganisation et la gestion du changement. La gestion de parc est techniquement facilitée avec GLPI.

Linux ne nous empêche pas d'utiliser ponctuellement des applications Windows auxquelles nous ne pouvons échapper (il y en a encore :))

Pour des applications métier "historiques" nous avons optimisé notre configuration Linux afin d'utiliser ces outils en session à distance... Ainsi nous n'avons pas besoin de Windows sur les postes de travail ce qui est un gain substantiel pour la gestion du parc.

Nos prestataires :

- Easster-Eggs (infrastructure et logiciels) : <http://www.easter-eggs.com>
- Liazo (téléphonie et fibre) : <http://www.liazo.fr>
- Axelor (Développement ERP) : <http://www.axelor.fr>
- Talcod (Visio) : <http://www.talcod.net>



Quelle est la politique de la coopérative vis-à-vis du logiciel libre ?

Notre objectif est d'avoir recours à 100% aux solutions libres et d'apporter notre participation en terme d'intelligence et de financement.

Les prestations que nous finançons peuvent être reversées à la communauté du libre, nous encourageons nos prestataires à le faire.

Développer le logiciel libre au cœur de notre activité suppose aussi une collaboration de confiance avec nos prestataires informatiques, la mise en place d'un éco-système stable où chaque acteur trouve les éléments de son équilibre.

Dans cette approche, nous souhaitons soutenir directement des projets de développement libre qui nous sont servis "sur un plateau".

Nous soutenons financièrement des projets de production d'énergie verte, ça nous semble cohérent de soutenir aussi pour des projets qui nous permettent de développer notre SI, cœur de notre activité.

Quels arguments donnerais-tu à un responsable S.I. qui pourrait le pousser à utiliser du logiciel libre dans son infrastructure informatique ?

Le logiciel libre permet aux travailleurs modernes de sortir du prolétariat.

Le prolétaire est un mot antique que Marx a fait resurgir pour qualifier le travailleur qui ne possède pas son outil de travail et qui, pour vivre, doit mettre à disposition du capital son énergie personnelle et son intelligence sans qu'elles soient capitalisées. Le logiciel propriétaire est un logiciel qui entretient la dualité capitaliste / prolétaire : il conduit les SI des entreprises à n'être que des acheteurs, intégrateurs, consommateurs et promoteurs de solutions informatiques clef-en-main sur lesquels il n'y a pas d'emprise, sur lesquels les SI n'apportent aucune valeur, aucune énergie, aucune intelligence.

Le logiciel propriétaire fait de l'informaticien un prolétaire.

Le logiciel libre donne à tous salariés d'Enercoop et aux informaticiens en particulier, les moyens de domestiquer, de comprendre et d'enrichir les systèmes qu'ils utilisent.

Le logiciel libre signifie le partage de la connaissance, c'est la base de l'enseignement, du développement d'une culture libre et de l'épanouissement intellectuel de chacun. Ce n'est pas un choix facile car nous sommes tous sollicités par des solutions propriétaires alléchantes et performantes. Mais si nous nous comportons comme des consommateurs avides de se satisfaire de solutions toutes faites et rapides dans lesquelles nous ne sommes plus acteur, certes nous serions heureux d'apporter des solutions rapides à nos collègues et dirigeants, mais nous perdrons la maîtrise et la richesse de ce que nous faisons.

Le fait de choisir des solutions libres à tous les niveaux de notre SI nous permet de maîtriser la construction globale de notre ouvrage. Si nous avons besoin de faire communiquer des solutions entre elles, nous avons des possibilités, nous ne sommes pas coincés par le bon vouloir d'un éditeur, nous sommes guidés par une imagination que nous partageons avec nos

prestataires. Sur le développement de notre infrastructure et la refonte de notre SI logiciel, nous sommes aujourd'hui réellement dans cette capacité.



Le Collectif pour une Transition Citoyenne, dont Enercoop est partenaire, organise ce 27 septembre une "Journée de la Transition citoyenne". Peux-tu nous en dire plus ?

Initiés par le Collectif pour une Transition Citoyenne qui regroupe à ce jour 16 structures ([la Nef](#), [Terre de Liens](#), [Enercoop](#), [Biocoop](#), [les Amis de la Terre](#), etc.), les événements du 27 septembre se donnent pour objectif d'inviter les citoyens à s'engager de manière concrète dans la transition : donner du sens à son argent, s'approvisionner en énergie renouvelable, en produits sains et locaux...

Depuis le printemps dernier, chaque structure membre du Collectif et d'autres partenaires invitent leurs réseaux à se mettre en lien localement pour organiser une Journée de la Transition. Ces synergies aboutissent depuis à l'organisation de plus de 150 Journées de la Transition sur les territoires !

Le 27 septembre, c'est donc l'occasion de faire connaître au plus grand nombre les acteurs qui composent ce mouvement, de montrer que la transition est en marche et qu'elle doit se faire par les citoyens, pour les citoyens !

Les associations du libre sont invitées à participer à ces journées, pour sensibiliser le public sur les enjeux numériques et les alternatives existantes à l'informatique propriétaire/privatrice. Comment peuvent-elles participer ?

Les associations du libre sont effectivement les bienvenues !

Pour participer, c'est simple, il suffit de prendre contact avec l'organisateur de l'événement et voir comment il est possible de s'intégrer dans leur programme. La participation le jour J peut prendre différentes formes : projection-débat, stands, animations... à chacun de trouver le format idéal pour faire passer son message !

Les coordonnées des organisateurs se trouvent sur la page dédiée à chaque événement.
<http://www.transitioncitoyenne.org/27septembre2014-journees-transition/>

Merci David ! Un dernier mot pour la fin ?

Puisque j'en ai l'opportunité ici, je vais reprendre [André Gorz](#). Cet extrait argumente, pour moi, la substance du projet Enercoop ; il explique le lien évident que nous souhaitons cultiver entre le projet Enercoop et le monde du logiciel libre.

Une économie au-delà du travail emploi, de l'argent et de la marchandise, fondée sur la mise en commun des résultats d'une activité comprise d'emblée comme commune, s'annonce possible : une économie de la gratuité.

C'est la fin du travail ? Au contraire : c'est la fin de la tyrannie qu'exercent les rapports de marchandise sur le travail au sens anthropologique. Celui-ci peut s'affranchir des «nécessités extérieures» (Marx), recouvrer son autonomie, se tourner vers la réalisation de tout ce qui n'a pas de prix, ne peut être ni acheté ni vendu; devenir ce que nous faisons parce que réellement nous désirons le faire et trouvons notre accomplissement dans l'activité elle-même autant que dans son résultat.

La grande question est : que désirons-nous faire dans et de notre vie ? Question que la culture économiste du «plus vaut plus» empêche de poser ...

Il s'agit là, c'est entendu, d'une utopie. Mais d'une utopie concrète. Elle se situe dans le prolongement du mouvement des logiciels libres qui se comprend comme une forme germinale d'économie de la gratuité et de la mise en commun, c'est-à-dire d'un communisme. Et elle se situe dans la perspective d'une élimination de plus en plus complète du travail emploi, d'une automatisation de plus en plus poussée qui fera (et fait déjà) de la conception de logiciels de loin la plus importante activité productive – productive de richesse mais non de « valeur ».

CRISE MONDIALE, DECROISSANCE ET SORTIE DU CAPITALISME – André Gorz, 2007 <http://www.esprit68.org/deuxtextesgorz.html>

- Crédits photos/illustrations : [Enercoop](#), et [Flooris 0](#) (Creative Commons by)